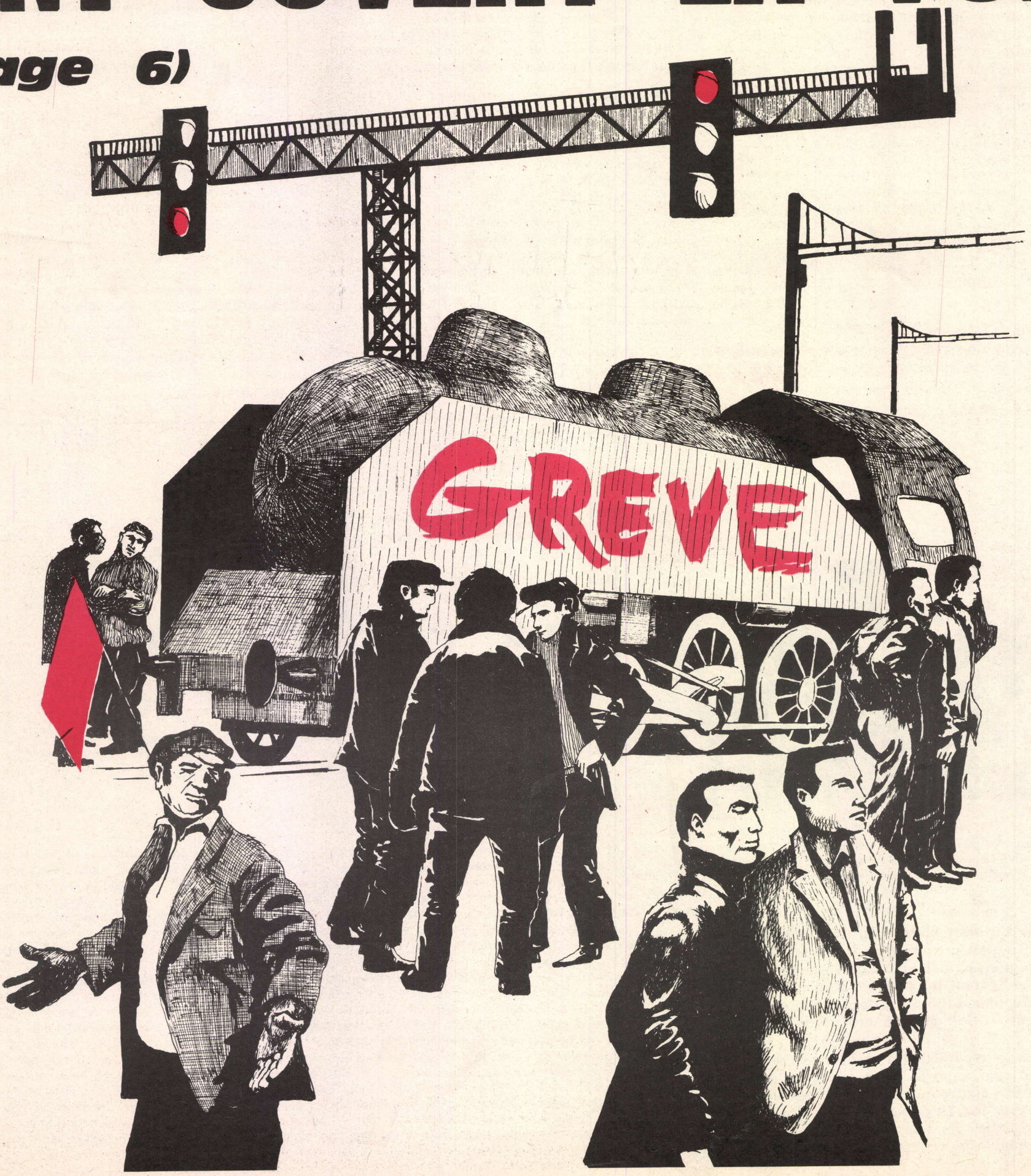
lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 55
17 SEPTEMBRE 1969
1 F

LES ROULANTS ONT OUVERT LA VOIE

(page 6)



De la Ruhr à Turin :

LUTTES GREVISTES EN EUROPE

Les ouvriers de l'usine Fiat à Turin, lock-outée lors de la grève d'un atelier, il y a quinze jours. (U.P.I.)

DANS le même moment où les cheminots français, faisant fi des pleurnicheries gouvernementales sur les difficultés économiques, poursuivent leur lutte, des conflits grévistes de taille se déroulent dans les principaux pays d'Europe Occidentale.

En République Fédérale Allemande, où le quotidien « Die Welt » titrait vendredi « La fin d'un rêve », des centaines de milliers de métallos, bientôt suivis par les mineurs de Rhénanie, de Sarre, de Bavière et de Nord-Westphalie entraient en lutte pour obtenir des améliorations de leurs conditions de vie : augmentation des salaires et obtention d'un congé payé de 20 jours minimum.

En Italie, où la situation sociale est tendue depuis des mois, l'automne s'annonce encore plus chaud que prévu. Et la récente grève des métallos, très largement suivie, atteste de la combativité intacte des travailleurs italiens.

En Angleterre enfin, le gouvernement travailliste doit faire face à de nombreuses luttes ouvrières. Et la prise de position du dernier congrès des Trades-Unions, qui a refusé de cautionner la législation anti-grève préparée par le pouvoir, reflète l'incapacité des syndicats à domestiquer les travailleurs et laisse présager la poursuite des luttes.

La grande presse s'interroge sur l'importance de ces mouvements grévistes qui touchent, diversement d'ailleurs, tous ces pays de l'Europe Occidentale, et elle se montre inquiète des difficultés croissantes que rencontrent les organisations syndicales à bien tenir en main et leurs propres troupes, et l'ensemble des travailleurs.

La classe ouvrière européenne, et les luttes actuelles le prouvent, est loin d'être démoralisée. Nulle part, elle n'accepte de faire les frais de l'incurie des possédants et, rejetant les arguties économiques qui ont pour seul but de maintenir ou d'augmenter les profits, elle défend pied à pied son pouvoir d'achat et lutte pour de meilleures conditions de vie.

A la recherche des inévitables agitateurs qu'il faut toujours découvrir à l'origine des conflits, certains voient, de Liverpool à Dusseldorf, la main mystérieuse des gauchistes. Ce qui est certainement bien plus simple que de rechercher les véritables raisons du mécontentement de la classe ouvrière !

En vérité, les militants gauchistes, qui, ne sont pour rien dans le déclenchement et la poursuite de la grève des cheminots français, ne sont très certainement pas davantage mêlés aux luttes des autres pays, du moins de façon déterminante.

Mais ce n'est pas par hasard que l'on a tendance à imputer aux gauchistes les luttes actuelles, tout comme d'ailleurs on a tendance à les trouver aux sources de tout ce qui trouble la sacro-sainte « paix sociale ».

C'est qu'il est aujourd'hui connu que les gauchistes sont justement les ennemis déclarés de l'ordre social actuel et que, face à l'inertie des organisations traditionnelles, qui ne se remuent que lorsqu'elles ne peuvent pas faire autrement, ils préconisent l'action.

Certes les gauchistes ne jouent aucun rôle déterminant dans les luttes actuelles, et les organisations syndicales continuent, malgré certaines difficultés, à peser de tout leur poids sur le mouvement ouvrier. Mais les idées dont ils sont les vecteurs sont celles des ouvriers en lutte, et c'est là leur force.

56

Les prisonniers politiques libérés à la suite de l'enlèvement de l'ambassadeur des U.S.A. au Brésil par un commando de guérilleros avant leur embarquement pour le Mexique. (U.P.I.)

BRÉSIL :

Une répression aveugle

LA peine de mort vient d'être rétablie au Brésil. Celle-ci n'était prévue dans la constitution qu'en cas de guerre, mais le triumvirat de militaires qui est actuellement au pouvoir vient de l'instituer en temps de paix afin de lutter contre la « guerre psychologique ». Ces gens-là ont vraiment peur de tout.

C'est que le spectaculaire enlèvement de l'ambassadeur américain a porté un rude coup au régime. Qu'ils aient été contraints par une poignée de guérilleros de libérer les 15 emprisonnés politiques réclamés en échange de l'ambassadeur a proprement tourné en ridicule les militaires au pouvoir.

Et depuis l'enlèvement de l'ambassadeur le 5 septembre, malgré la mobilisation de l'armée et de la police, il semble que les auteurs de l'enlèvement n'aient toujours pas été retrouvés. Bien sûr on ratisse la ville de Rio, mais cela n'empêche pas les « guerilleros urbains » de poursuivre attentats à la bombe et hold-up dans les banques. Bien sûr, on arrête quelque 1.800 personnes mais les guerilleros sont toujours introuvables. Chaque jour qui passe déconsidère un peu plus les « triumvirs » qui remplacent le dictateur Costa e Silva.

Impuissants à lutter contre leurs ennemis insaisissables, les dictateurs brésiliens peuvent certes terroriser un peu plus la population et la décourager de résister tant soit peu au régime. C'est pourquoi ils procèdent à des arrestations massives de gens qui n'ont probablement rien à voir, de près ou de loin, avec les guerilleros. C'est pourquoi ils ont remis en vigueur la peine de mort. Et comme ces militaires n'ont pas coutume de s'embarrasser des entraves légales, ils ont poussé le cynisme jusqu'à instituer la peine de mort avec effet rétroactif, à dater du 5 septembre — ce qui, même pour une dictature militaire, est plutôt exceptionnel. Ils espèrent ainsi condamner les auteurs de l'enlèvement de l'ambassadeur ; et s'ils ne les retrouvent pas, ils trouveront certainement quelques autres victimes, coupables d'avoir mené la « guerre psychologique ».

La dictature brésilienne pourra peut-être encore se glorifier d'autres actes aussi odieux et perpétrer bien d'autres crimes. Mais tout l'arsenal que pourra déployer le régime brésilien risque fort de rester sans efficacité devant un adversaire qui a pour lui une arme bien plus forte : la conviction de lutter pour une cause juste. Et c'est peut-être parce que cette conviction s'empare de couches de plus en plus larges de la population brésilienne que la clique au pouvoir parle de « guerre psychologique ».

Moyen-Orient :

LES ARMES NE REGLERONT RIEN

Un commando israélien attaquant une station radar égyptienne le 9-9-1969. (A.F.P.)

L'ETAT-MAJOR et la presse israéliens ne tarissent plus d'éloges sur leurs forces armées après le raid massif que ces dernières ont effectué la semaine passée en Egypte. Le général Dayan, ministre de la Défense, a déclaré : « Nous porterons à l'ennemi des coups encore plus durs. »

La presse israélienne, de son côté, avait centré un certain nombre de ses éditoriaux sur le thème : « La route du Nil nous est ouverte. »

Quant au Premier ministre Mme Golda Meir, elle parle modestement de « superbe efficacité » des unités israéliennes.

Mais, en fait, qu'a démontré ce raid ? Que l'armée israélienne était capable de tenir dix heures durant, grâce à ses blindés, ses chars lourds et ses avions, une portion du territoire égyptien, c'est-à-dire qu'elle était plus efficace que l'armée égyptienne. Et alors ?

Depuis plus de deux ans maintenant, les Israéliens « tiennent » une portion énorme du territoire égyptien (le Sinaï) et la démonstration de leur supériorité militaire n'est plus à faire.

En fait, cette action ne change rigoureusement rien au problème du Moyen-Orient.

Mais le fait que les Israéliens en soient réduits à ce type de démonstration pour tenter d'amener, sans succès d'ailleurs, l'adversaire à la table des négociations montre bien dans quelle impasse l'état-major israélien a conduit la population juive de Palestine.

Car le problème que ne pourra jamais régler la puissance militaire israélienne est celui de l'avenir de la population juive du pays, c'est-à-dire celui de la coopération des Juifs et des Arabes.

D'autres raids israéliens en territoire arabe seront possibles, d'autres batailles aériennes monstres, comme celle qui a suivi le raid, aussi.

Mais si chaque balle tirée, chaque coup de canon, chaque avion abattu, convainquent la population juive de la supériorité de son armée, ils assombrissent d'autant son avenir en élargissant encore le fossé qui la sépare de la population arabe.

C'est là un aspect du problème qui échappe à l'état-major et au peuple israéliens. Pour lui, depuis la création de l'Etat d'Israël, la tâche de l'armée de défense (sic) a été principalement d'imposer aux pays arabes de la région et à la population arabe de Palestine la présence des Juifs, à coups de fusils, appuyés en cela par l'impérialisme anglo-français en 1956, lors de l'attaque de Suez, puis par l'impérialisme américain lors de la guerre des six jours en 1967.

Mais cette politique du bâton, qui est celle de tous les états-majors du monde, n'a eu aucun effet. Bien au contraire. Le refus des Etats arabes de reconnaître Israël dure depuis plus de vingt ans et aujourd'hui, à l'intérieur même des frontières de l'Etat, la résistance palestinienne ne semble nullement être arrivée à son dernier quart d'heure.

Si cette situation montre la faillite des théories sionistes qui affirmaient vouloir construire pour leur peuple, en Palestine, un hâvre de paix au milieu d'un monde de tempêtes, elle montre aussi que la population juive dans son ensemble n'a jamais fait aucun effort pour tenter de lier son sort à celui des peuples de la région.

Dès le début du siècle, axant uniquement leurs efforts sur la création d'un « foyer national » puis d'un « Etat » juifs, les juifs de la région n'attachaient guère d'intérêt aux fellahs ou aux travailleurs arabes qu'ils côtoyaient tous les jours. Les intellectuels juifs de gauche, qui avaient connu en Europe le mouvement ouvrier socialiste ou communiste, se lancèrent dans la création de leurs fermes collectives « socialistes juives » en négligeant le fait que celles-ci étaient construites sur des terres volées aux fellahs par les propriétaires fonciers arabes.

Une infime minorité d'entre eux se préoccupa d'organiser les travailleurs et les paysans arabes pour lutter contre l'occupant anglais. Une infime minorité lutta contre la création de syndicats spécifiquement juifs en défendant l'idée d'organisations ouvrières où juifs et arabes lutteraient au coude-à-coude contre l'impérialisme anglais, la bourgeoisie juive et arabe et les féodaux. Une infime minorité d'entre eux défendit, contre la création de l'Etat juif d'Israël, l'idée d'une Palestine unifiée où juifs et arabes travailleraient de concert à l'élaboration d'un pays prospère.

Ces quelques intellectuels courageux furent traités, par la majorité de la population juive, d'éléments anti-nationaux, d'agents des Anglais ou de complices des Arabes.

Ils virent se lever contre eux tous les partisans d'un « socialisme juif » qui mirent sur pied un type de société d'où les Arabes, majoritaires dans le pays, étaient exclus, sinon pour accomplir les besognes les plus ingrates. Et si ce socialisme juif donna d'un côté les kibboutzim, il créa de l'autre les camps de réfugiés.

En fait, bien avant la création de l'Etat d'Israël, toute une partie de l'élite juive du pays avait fait son choix : celui de construire un Etat sans et contre les Arabes. Et ce choix, elle a continué à le faire au fil des années en tentant de se présenter, aux yeux du monde occidental, comme le rempart de la civilisation contre la barbarie.

Et si cette élite continue à suivre la même voie, si la population juive persiste à voir dans son armée l'instrument de son destin, alors elle ne peut espérer qu'en un avenir fait de sang et de larmes.

Par contre, que demain les juifs d'Israël comprennent que leur avenir n'est pas différent de celui des arabes qu'ils combattent, qu'ils mettent leurs connaissances, leur science et leur niveau technologique au service d'une Palestine bi-nationale et laïque, alors naîtra sans aucun doute, de la Galilée au Sinaï, un pays où ne coulera peut-être pas le lait et le miel, mais où il fera bon vivre.

Espagne :

dans les geôles franquistes...

C'EST avec un certain retard que nous avons pu savoir ce qui s'était passé exactement à la prison de Soria, cependant nous pensons qu'il est indispensable de faire entendre la voix de ceux qui sont derrière les murs des prisons. Voici donc les faits :

« Le 27 mai, trente-cinq des trente-sept prisonniers politiques qui restaient — après le transfert de vingt-cinq de leurs camarades à Ségovie — s'enfermèrent dans le réfectoire de la prison de Soria. Ils demandaient à voir l'inspecteur général, Fernando Covian, pour que satisfaction soit donnée à la série de réclamations qu'ils avaient posée à plusieurs reprises.

En s'enfermant dans le réfectoire, les prisonniers pensaient que la Direction de la prison serait obligée de faire appel à la force publique afin que leur action ait le plus d'échos possible. Leur projet échoua car le 28 au matin, quarante-cinq fonctionnaires des prisons de Burgos, Sarragosse, Pampelune et de Madrid envahirent le réfectoire blasphémant et injuriant les prisonniers et « la mère qui leur avait donné le jour. »

Les prisonniers ayant décidé de ne pas résister à des forces extérieures à la prison se laissèrent conduire dans les cellules où ils furent enfermés.

Les fonctionnaires étaient des gens sélectionnés et parmi eux, se trouvait ce qui reste de la célèbre brigade volante des années de grande répression. Ce fut un triomphe pour le directeur général des prisons d'avoir solutionné le problème sans faire intervenir la force publique. Cependant, il y avait une compagnie de policiers armés, à la porte de la prison, au cas où l'affaire n'aurait pas réussi avec les fonctionnaires amenés en renfort.

Le 29, les trente-cinq détenus commencèrent une grève de la faim qui dura sept jours. Tous la suivirent et un membre du Parti communiste fut amené à l'infirmerie à cause d'une avitaminose grave.

Pour s'être enfermés dans le réfectoire, les prisonniers furent punis de trente-cinq jours de cellule — sans droit de communication ni de correspondance — et pour la grève de la faim : quarante jours de cellule.

Au dixième jour de la punition, ils eurent droit à une heure par jour dans la cour, mais deux seulement à la fois pour qu'ils ne communiquent pas entre eux.

Mais en dépit de tous les efforts des geôliers pour empêcher les communications entre prisonniers, ils restent unanimes et les réclamations et les protestations contre les violences subies couvrent la table du directeur. Le moral des prisonniers est très haut et les sbires eux-mêmes en ont peur.

Le procureur de Soria est venu les trouver le 2 juillet, avec la copie d'une lettre que les prisonniers avaient envoyée à la réunion d'avocats qui s'était tenue à Rome l'an dernier. Ils ne savent si cela donnera lieu à un autre procès contre eux. »

Ces prisonniers politiques de Soria étaient soumis à une enquête judiciaire à cause d'une protestation et d'une grève de la faim antérieures à celles dont on parle ici. S'ils sont à nouveau inculpés à cause de la lettre envoyée à Rome et de leur action du 27 mai, ils se trouveront sous la menace de trois autres condamnations.

L'Espagne de Franco ne se contente pas de priver ses adversaires politiques de liberté. Elle s'acharne contre eux dans les prisons avec une hargne caractéristique.

A bas l'Etat policier franquiste.

la prophylaxie au pays de l'apartheid

Parmi les noirs d'Afrique du Sud, mal nourris, parqués dans des réserves, soumis dans les mines de diamants à un travail exténuant, il y a évidemment beaucoup de tuberculeux.

Au congrès du parti national (parti gouvernemental), un délégué s'en est ému. Il demanda que le gouvernement prît les mesures qui s'imposaient.

D'aucuns pourraient penser que ce délégué priait le gouvernement du pays du professeur Barnard d'entreprendre une vaste campagne prophylactique. Mais ce serait oublier que l'Afrique du Sud est le pays de la ségrégation la plus sévère. L'objet de la requête de ce délégué était uniquement la construction... de cabines téléphoniques réservées aux blancs.

Ce sera bientôt chose faite.

AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES U. D. R. D'AMBOISE

ESPRIT, ES-TU LA ?

Aux journées U.D.R. d'Amboise : de gauche à droite, MM. Roger Frey, Achille Peretti, Michel Debré, Robert Poujade. (A.F.P.)

COHESION, unité, fidélité, continuité », ces belles paroles, les orateurs des journées U.D.R. d'Amboise les avaient tous aux lèvres. Tous se sont faits rassurants, patelins, débordants de bonne volonté et de compréhension les uns pour les autres. Ils ont paru tous très heureux. Très optimistes. A croire qu'ils n'en revenaient pas eux-mêmes d'avoir survécu au moins quatre mois au départ du général en chef.

Car il faut avouer que leur situation n'est guère simple et pas même confortable. L'armée des godillots, les élus de l'Ordre et de la Revanche sur la grande peur de mai, les tenants de la stabilité et de la tranquillité politique, sociale et économique, se sont vus bien malmenés par la réalité.

Il y a un an, de Gaulle leur imposait Edgar Faure, l'impossible auteur d'une réforme impossible. Puis au congrès U.D.R. de la Baule, on avait su les mettre au pas et leur faire comprendre leur juste place dans la hiérarchie politique. Pendant un an, on leur avait seulement demandé d'obéir et de trouver la soupe bonne.

Le pire c'est qu'ils la trouvaient acide, la soupe, tous ces nostalgiques de l'Ordre, et qu'ils avaient bien du mal à se débrouiller ensuite avec leurs bons électeurs réactionnaires. Mais respect oblige ! L'essence de l'ordre est dans l'obéissance. Ils donnaient le bon exemple.

Et puis, un soir d'avril, tout leur univers a basculé : sur une minuscule histoire de régionalisation et de réforme administrative, le chef, le guide, le sauveur patenté, l'indestructible était tombé. Tombé comme un vulgaire gouvernement de la IVe pour une sordide histoire de lait ou de bouilleur de cru.

Ce n'était pas tout, les petits, les sans-grade de l'U.D.R. découvraient alors que sous cette catastrophe imprévisible, il y avait peut-être, il y avait sans doute, les manœuvres et grenouillages de l'état-major U.D.R. Les pompidoliens tenaient le haut du pavé. Les giscardiens, ces faux amis qui firent chuter le Général, se retrouvaient dans leur foulée. Il n'était question que d'ouverture dans la continuité et de fidélité dans l'évolution.

Ce fut leur président de la République qui passa. Mais les choses n'en furent pas éclaircies pour autant. Quelques têtes tombèrent. Mais surtout, ô ingratitude, les alliés de la dernière heure, les opportunistes sans constance, se retrouvaient occupants des places qui auraient mieux convenu aux fidèles.

Enfin, coup de grâce, sans crier gare, le gouvernement dévalue au milieu de l'été, après avoir formellement promis qu'il n'en ferait rien.

C'est ainsi que dans les faits comme dans une partie du personnel politique, les dix ans de politique gaulliste se trouvent contestés. Les godillots eux se trouvaient hébétés, orphelins, pleins de suspicion.

Depuis plusieurs semaines s'agitaient ce qu'il est convenu d'appeler les « tendances » au sein de l'U.D.R., terme noble pour désigner des coteries, des clans, des alliances provisoires et circonstancielles. Gaullistes de gauche, gaullistes de droite, admirateurs tardifs de Couve de Murville, ennemis du rapprochement avec les centristes, ennemis du rapprochement avec les giscardiens, etc., sans compter ceux qui, espérant un portefeuille, se retrouvaient sur la liste d'attente, tout ce beau monde se rencontrait, se regroupait, se séparait, etc. L'étendard de l'opposition au sein de la majorité était tout trouvé : la fidélité au gaullisme, à l'esprit du gaullisme. Car, à défaut d'être fidèle à l'homme — qui n'est manifestement plus dans le coup et qui se garde de toutes ces agitations avec une hauteur discrète — on peut toujours être fidèle à son esprit. C'est beaucoup plus facile et cela a l'avantage d'autoriser toutes les interprétations.

Mais en fin de compte, les journées parlementaires d'Amboise, loin d'être le champ clos des différents accrochages prévus (la plupart des débats devaient se dérouler à huis clos), aboutirent au contraire à confirmer la solidarité nécessaire, du moins en apparence. C'est que les parlementaires U.D.R. n'ont pas tellement le choix. Ils ont applaudi tout le monde. Ils ont réaffirmé leur confiance en tout le monde. Ils ont benoîtement approuvé tous les orateurs qui se sont efforcés d'exorciser le démon de la division — ou du débauchage, selon le terme de Debré. Ils ont eu froid dans le dos lorsque Clostermann, député des Yvelines, a évoqué l'histoire du M.R.P. : « Le parti de la fidélité a coulé dans l'oubli car il n'avait pas conservé une doctrine ferme et pure. Ses membres ont disparu, sauf ceux qui sont restés fidèles à la doctrine. » (Autrement dit, ceux qui sont aujourd'hui ici et qui ne tiennent pas à disparaître.) Ils ont fait bon accueil aussi bien à Couve qu'à Giscard et Duhamel. Bref, ils se sont très bien conduits. Si le général pouvait les voir, il serait très content d'eux. Ils ont gardé le pli. La rogne et la grogne timides des dernières semaines ont fait place à une unanimité docile, ronronnante et superficielle.

Il est vrai que ce n'était peut-être pas le moment de vider les querelles. Le gouvernement se trouvait confronté avec la première grande épreuve sociale de son règne : la grève des roulants de la S.N.C.F. Une épreuve qui fait ressortir la fragilité de son pouvoir et l'étroitesse de sa marge de manœuvre. C'est dans la peur qu'il faut chercher l'explication de cette complaisante unanimité qui marqua les journées d'Amboise.

Mais sous la solidarité de façade, les antagonismes continuent, et la crise, si elle s'approfondit ou simplement se renouvelle, ne pourra qu'alimenter les divisions. Quand on est député de la majorité, il faut bien préserver l'avenir, n'est-ce pas ? Et la majorité de demain, ce ne sera peut-être pas celle d'aujourd'hui. Alors, sourions sur la photo, mais préparons la suite. C'est une philosophie inusable à l'usage des politiciens bourgeois.

IRAN :

PROCÈS A HUIS-CLOS

LA Confédération des Etudiants Iraniens nous informe que le procès en première instance des 21 Iraniens, arrêtés il y a 11 mois s'est déroulé le 25 août dans la capitale. Les accusés ont été jugés à huis clos, sans même la présence de leur famille, par un tribunal militaire. Selon ces mêmes sources, cinq d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison. Ce sont :

- **Dr Damghani, médecin, condamné à 5 ans ;**
- **Behrouse Rade, licencié en physique, assistant à l'université de Téhéran, condamné à 4 ans ;**
- **Zomorodian, licencié en mathématiques, enseignant, 2 ans ;**
- **H. Sourbakhche, licencié à la faculté technique, 1 an ;**
- **Karamati, étudiant aux Beaux-Arts, 1 an.**

Le sort des autres inculpés n'est pas encore connu.

La Confédération poursuit :

« Comme toujours, les chefs d'accusation sont les suivants :

« Complot contre la sûreté de l'Etat » et « menées communistes ». Le dossier de l'un des accusés base l'inculpation sur le fait suivant : « S'adonner à l'agriculture dans des endroits inaccessibles aux forces de l'ordre ».

« Les mêmes informations précisent que l'un des détenus, Behzadrad, vu son état critique, conséquence des tortures subies, avait dû être relaché. Bien que les médecins avaient jugé nécessaire son traitement à l'étranger la S.A.V.A.K. lui a refusé un permis de sortie. »

« Nous précisons que la nouvelle de l'arrestation des vingt et un Iraniens avait été catégoriquement démentie par la lettre du ministre iranien de la justice adressée le 10 juin 1969 à l'A.L.J.D. »

« La confédération des étudiants iraniens demande à toutes les organisations et personnalités progressistes :

— de protester contre l'arrestation arbitraire, les tortures inhumaines infligées aux prisonniers politiques et l'illégalité du procès,

— d'exiger que :

1° conformément à la constitution iranienne, tout procès des prisonniers politiques se déroule en présence d'un jury et devant un tribunal non militaire ;

2° la publication de la date du procès en appel des vingt et un ;

3° la présence à ce procès des observateurs étrangers. »

Le Secrétariat des Affaires Internationales de la CELUN.

AU TCHAD :

Interdiction des "bérets rouges" !

DEPUIS quelques années, depuis la fin des sanglantes épopées d'Indochine et d'Algérie, nos gouvernants ne manquent pas une occasion de s'indigner de ce que les grands de ce monde aient recours à la force brutale pour mater les peuples épris de liberté et de la volonté de ne disposer que d'eux-mêmes. Et de verser des larmes de crocodile sur la guerre du Vietnam, l'intervention militaire russe en Tchécoslovaquie ou le triste sort des populations du Québec...

Pourquoi, en effet, se montrer avare de grands principes quand on n'a pas, ou si peu, l'occasion d'en faire usage soi-même ?

Malheureusement, si l'impérialisme français est un enfant pauvre, il n'est pas totalement démuni : il lui reste quelques kilomètres carrés de champ d'action en Afrique. Et là, au Tchad entre autres, passant outre ses beaux principes, il mène allègrement la politique qu'il recommande aux autres de ne pas mener : l'intervention militaire. Allègrement et sans publicité outrancière, cela va sans dire. Hélas, tout finit par s'ébruiter, surtout quand des soldats commencent à y laisser leur peau. C'est ce qui vient de se passer. Et ni la presse, ni la radio n'ont pu faire le silence sur ce fait.

C'est ainsi que beaucoup ont soudain appris que, depuis plus d'un an, des militaires français (« nos » « bérets rouges », de la Compagnie des parachutistes du 6e régiment inter-armes d'outre-mer, plus quelques régiments de jeunes engagés volontaires) interviennent au Tchad, aux côté des troupes du président-dictateur Tombalbaye, honni de quelque 3 millions d'habitants qui vivent dans une misère noire, pour mater quelques « rebelles », « bandits », « hors-la-loi »... en fait les combattants du Front de Libération Nationale du Tchad (F.R.O.L.I.N.A.) qui luttent pour qu'un sort meilleur soit fait aux populations de ce territoire.

Nos gouvernants expliquent bien sûr, pour se justifier, qu'il ne s'agit nullement d'une guerre menée contre tout un peuple, mais, purement et simplement d'une aide militaire au chef d'un Etat « indépendant », et d'une aide accordée sur la demande de celui-ci. Malheureusement, ce n'est un mystère pour personne que ce chef d'Etat tient son pouvoir de l'appui de l'impérialisme français, et, de l'aveu même d'un officier français en poste en Afrique Noire, peu suspect d'esprit subversif, le régime du fameux Tombalbaye « n'aurait pas 24 heures à tenir si nos troupes quittaient Fort-Lamy ».

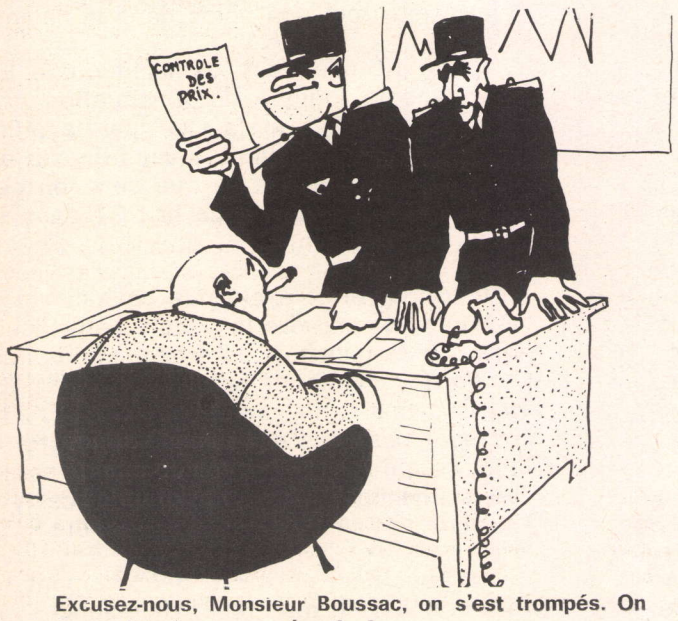
Ainsi, tandis que l'impérialisme américain accorde son aide militaire aux Thieu et autres Ky du Sud-Vietnam « indépendant », l'impérialisme français accorde la sienne au chef du Tchad « indépendant ». Bien sûr, le Tchad n'est pas le Vietnam. L'impérialisme français, poussif et décadent, n'a que le Vietnam qu'il mérite, un mini-Vietnam. Mais, mini ou pas, c'est encore un Vietnam de trop.

LE CONTROLE DES PRIX :

Les lampistes... et les intouchables

LA semaine dernière, près de 800 représentants des industriels et des commerçants étaient reçus au ministère des Finances. Le but de ces visites : mettre au point un système de contrôle des prix dans le cadre du « plan d'accompagnement » décidé par le gouvernement.

Il est sorti de ces conciliabules, deux arrêtés publiés au Bulletin Officiel du Service des Prix, arrêtés qui prévoient un contrôle renforcé de l'administration sur les gammes pratiquées par les industriels et les commerçants.



Excusez-nous, Monsieur Boussac, on s'est trompés. On vous avait pris pour un boutiquier.

Mais il serait faux de croire que le gouvernement va imposer un blocage des prix à tout le monde. Giscard d'Estaing est un partisan de l'économie dite « libérale », c'est bien connu. C'est pourquoi son système de contrôle a la curieuse particularité de laisser les mains libres aux grandes firmes capitalistes tout en se voulant féroce envers les petits industriels et les commerçants.

Prenons quelques exemples concrets.

Aux commerçants, Giscard va appliquer le système dit de la « liberté surveillée ». Officiellement, les prix sont libres mais chaque commerçant se voit dans l'obligation de justifier toute augmentation de prix à la demande d'un contrôleur. Si l'on ajoute que parfois le contrôleur est un gendarme en uniforme qui vient enquêter, comme par hasard, aux heures de pointe de la clientèle, on voit tout de suite l'effet heureux que la visite du pandore provoque sur les clients et sur les concierges du quartier. De plus, les contrôles vont être renforcés (4.000 par jour en moyenne). On comprend dans cette condition que le terme officiel pour désigner cette forme de contrôle soit « liberté surveillée ». Par contre, cette surveillance s'exerce très peu sur les grandes entreprises.

Tout d'abord, toutes les entreprises produisant des biens d'équipements ou des produits semi-finis auront le droit d'augmenter leurs prix « sous leur responsabilité ». Dans ce cas là, on n'enverra donc pas les gendarmes. On fera appel au « sens civique » des capitalistes, sens civique qui a provoqué la catastrophique situation financière que connait le pays.

Par contre, les mesures seront plus sévères envers les industries produisant des biens de consommation. Elles aussi verront leurs prix bloqués. Mais en fait, cette mesure ne touche que les plus petites. En effet, les plus importantes exportent une partie importante de leurs marchandises, et, à l'exportation, les prix restent libres. Et ce n'est pas là le moindre paradoxe. En effet, la dévaluation avait notamment pour but, Chaban-Delmas dixit, de permettre aux marchandises françaises de se vendre moins cher à l'étranger. Or, depuis la dévaluation, on s'est aperçu que nombre de firmes exportatrices n'avaient nullement baissé leurs prix de 12,5 %.

Dans l'industrie automobile (qui exporte 50 % de sa production) la situation était la suivante :

En Italie, Renault et Simca n'ont pas baissé leurs prix pour l'instant, mais ils ont fait savoir, comble d'ironie, qu'ils ne les augmenteraient pas. Citroën de son côté, qui est très lié à Fiat, a baissé les prix des Dyanes et des Ami 8 de 10 %, et de 5 % celui des ID 19.

Aux USA, par contre, les prix de Citroën, de Peugeot et de Simca n'ont pas bougé. Par contre, Renault a baissé de 250 F environ le prix des R 10 et des R 16, ce qui est loin de représenter 12,5 %.

Comme on le voit, les constructeurs automobiles appliquent peu la baisse « dévaluation » qui devait permettre, paraît-il, d'augmenter les exportations.

Mais pendant ce temps, les contrôleurs font suer le burnou aux petits commerçants et les gouvernants demandent à la classe ouvrière de se serrer la ceinture d'un cran supplémentaire.

Interrogé par un journaliste sur le fait que certains industriels ne répercutaient pas à l'exportation, l'incidence de la dévaluation et ne baissaient pas leurs prix, Giscard d'Estaing a répondu que le gouvernement ne pouvait pas intervenir dans la politique commerciale des firmes.

Mais lorsqu'il s'agit d'intervenir pour freiner la consommation des travailleurs et des masses populaires, le gouvernement ne se gêne pas.

Mais lorsqu'il s'agit de faire du boutiquier, le bouc émissaire des hausses, avec la complicité d'ailleurs de la C.F.T.C. et de F.O., le gouvernement ne se gêne pas non plus. En fait, pour lui, il n'y a que les grandes firmes capitalistes qui sont intouchables.

C'est ce que montre encore une fois tout son bluff sur le blocage des prix.

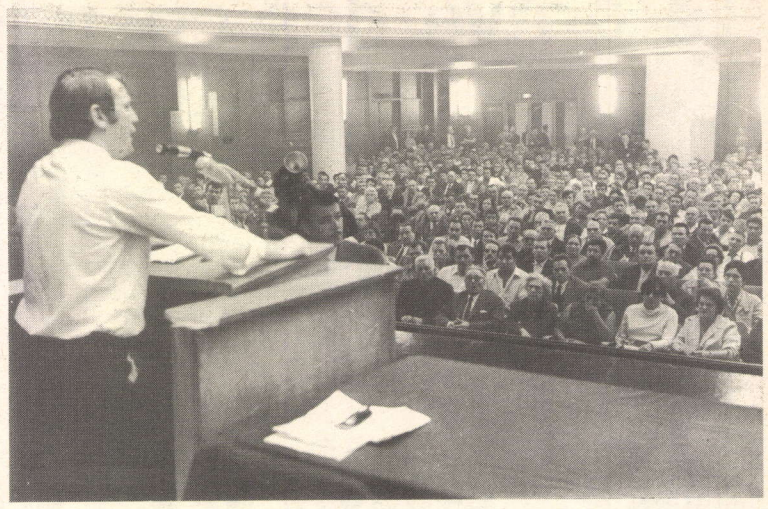
La publicité, mesures d'économie pour les uns, étalage des richesses pour les autres

Les Français consomment trop. La consommation intérieure étant supérieure à la production, la France doit importer plus de produits qu'elle n'en exporte : c'est du moins ce qu'a expliqué le gouvernement pour imposer ses mesures d'austérité. Pour rétablir la balance commerciale, il faut que tous les Français se serrent la ceinture, qu'ils fassent sinon des « sacrifices » du moins des « efforts », tout le monde devant participer au redressement de l'économie française.

Mais au moment même où la propagande officielle met l'accent sur la nécessité d'économiser, les grandes entreprises font assaut de publicité, s'étalent dans les journaux, se disputent les minutes à la radio ou à la télévision. Même l'Etat en tant que patron se met de la partie : la régie Renault, entreprise nationalisée, accentue sa publicité tant à la radio que dans les journaux pour vanter les mérites de la Renault 6, modèle 1970, et de l'Alpine.

D'un côté, un appel à l'économie, à une restriction des achats, de l'autre une liberté complète laissée aux industriels d'étaler leur publicité — publicité dont l'essence même est de tenter, de forcer à l'achat — et alors que le gouvernement demande à chacun d'épargner sur les quelques sous qu'il peut gagner, des milliards sont dépensés chaque jour en publicité.

Le mythe de l'union nationale pour rétablir le franc malade cache toujours la même vieille réalité. C'est sur le dos des travailleurs et des couches les plus pauvres que le gouvernement entend rétablir l'économie sans pour cela s'attaquer aux profits des capitalistes.



Nicoud à la Mutualité. **(A.F.P.)**

LE MEETING DU MOUVEMENT DE LA TOUR DU PIN A LA MUTUALITÉ :

NICOUD entre le Poujadisme et la contestation

MONTE à Paris voir « combien de petits commerçants, artisans, professions libérales avaient des tripes », Pierre Nicoud trouva 2.000 « boutiquiers du coin », certains en blouses, l'acclamant debout. Le bref historique du mouvement de la Tour du Pin l'amena à l'épisode du « dépoussiérage des dossiers des contributions directes », applaudi debout.

Refusant l'étiquette de révolutionnaire qu'on lui jette de la salle, « Je ne suis pas un vendu » (?)... « je ne suis pas un apatride.. » (?!)... « Je travaille, à la différence de Cohn Bendit », il la revendique la minute suivante. « Ne faut-il pas être révolutionnaire quand on attaque nos vieux, nos enfants... »

Mais le responsable de la situation est rapidement identifié : l'Etat, son fisc, son gaspillage, sa corruption, affirmation qu'appuient de nombreux exemples. Les plaintes contre la patente en augmentation, contre les impôts trop lourds, les retraites trop légères (parfois 200 F/trimestre), la sécurité sociale, contre les grands magasins pleuvent. La solution ? Exiger de cet état le droit à la sécurité sociale, des retraites décentes, la solution de la patente, etc. Comment ? En « dépoussiérant les dossiers », par des pétitions, des manifestations, en refusant les contrôles : « s'ils insistent foutez-les à la porte, s'ils viennent en cars de flics, groupez-vous et chassez les flics ». « Nous en avons assez d'être contrôlés, nous sommes aussi honnêtes que les ministres ». La salle répond « plus ».

Mais les moyens de lutter contre la corruption. et contre les grands magasins ? A ces questions Nicoud ne répond pas. Parfois démagogue anti-salarié, (eux ils ont la sécurité sociale, à revenu égal nous payons plus d'impôts, nous cotisons aux allocations familiales pour eux, etc.) il n'en termine pas moins son intervention par un appel à leur solidarité.

Visiblement le mouvement de La Tour du Pin et son leader se cherchent, ses contradictions le prouvent largement.

Si Nicoud s'oppose avec juste raison aux organisations de commerçants liées au Pouvoir telles les Petites et Moyennes Entreprises de Gingembre ou l'U.D.C.A. de Poujade, il n'en exprime pas moins maints préjugés de la petite bourgeoisie commerçante (notamment un certain racisme).

Son évolution dépendra largement de l'attitude du mouvement ouvrier. Seule une alliance dans l'action avec les travailleurs peut offrir des perspectives aux commerçants et artisans et une alternative à la démagogie d'un néo-poujadisme.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

La grève des cheminots

LES ROULANTS ONT OUVERT LA VOIE...

(U.P.I.)

Si l'on ne considère que ses objectifs et ses méthodes, la grève des roulants de la SNCF n'est, somme toute, qu'un conflit corporatiste comme il y en eut bien d'autres dans le passé. Mais dans les circonstances actuelles, à la veille d'un automne qui pourrait bien être agité, elle a revêtu une importance toute particulière.

Mondon, ministre des Transports reçoit les représentants des syndicats. (A.F.P.)

Il aura suffi que 30.000 cheminots cessent le travail, pour que renaisse dans le pays un peu de l'atmosphère de mai 1968. C'est que nos gouvernements savent très bien que la classe ouvrière n'a alors nullement été vaincue, et qu'ils appréhendent les réactions que pourrait provoquer leur plan d'austérité.

A cet égard, le vocabulaire utilisé par les journalistes, tout comme pas les ministres, est parfaitement significatif. On parle facilement de « débordement par la base », voire de « grève sauvage », et l'on agite évidemment le spectre des affreux gauchistes débauchant les braves cheminots, et contraignant la sage CGT à se lancer dans l'action.

Il est vrai qu'on peut se demander quel sens on doit attribuer à ces mots, quand on voit le ministre des transports lui-même, le giscardien Mondon, faire cette ahurissante déclaration : « Je ne veux pas jeter de l'huile sur le feu, mais tout de même, il s'agit là d'une grève catégorielle. En ce sens, nous ne sommes pas loin d'une grève sauvage ».

Même si l'éminent M. Mondon est bien le seul à utiliser ce mot avec ce sens tout particulier, il n'en reste pas moins que depuis mai 1968, il n'y a guère eu de conflits sociaux à propos desquels la grande presse n'a pas parlé de « débordement ».

Et si les journaux bourgeois voient des gauchistes partout, ceux-ci semblent leur donner raison, puisqu'il semblent croire, trop souvent, que les organisations syndicales traditionnelles sont incapables de se mettre à la tête d'un mouvement dans un autre but que de faire reprendre le travail le plus rapidement possible, et, à plus forte raison, d'en prendre l'initiative.

Mais si les syndicats réformistes ont pu, depuis cinquante ans, garder la confiance des travailleurs, c'est que, s'ils se gardent bien de mettre en cause l'ordre bourgeois, ils ont néanmoins su apparaître aux yeux de ceux-ci comme les défenseurs de leurs intérêts. Pour cela, ils ont évidemment dû avoir une attitude et une politique infiniment plus nuancée que celle de briseurs de grève systématiques, et c'est s'exposer à ne rien comprendre aux réalités sociales que de ne pas comprendre cela.

En particulier, dans le cas de la grève des roulants de la SNCF, il est évident que les organisations syndicales contrôlent parfaitement le mouvement, et même, qu'elles en sont à l'origine.

Dans la lutte d'influence qui l'oppose à la CGT, la Fédération autonome des roulants a vu, dans le problème des conditions de travail et des horaires de ceux-ci, un problème sur lequel elle pouvait lancer une action corporative, qui d'une part ne risquait pas, par ses objectifs, de se généraliser, et d'autre part, dans les conditions actuelles, pouvait amener le gouvernement à céder, pour supprimer un foyer de troubles sociaux.

Mais la CGT n'a pas voulu se trouver en reste par rapport aux autonomes, et surtout, alors que depuis mai 1968 elle est sensibilisée aux risques de débordement, elle n'a pas voulu prendre le risque d'apparaître comme une organisation peu combative. C'est pourquoi, tout en se gardant bien de faire quoi que ce soit qui puisse amener une extension du mouvement, ne serait-ce qu'à l'ensemble des cheminots, elle a jeté tout son poids dans la balance.

Cette attitude n'est pas accidentelle. Elle est dans la logique de la situation dans laquelle le PCF (et la CGT par la même occasion) se trouvent placés depuis mai 1968, et elle illustre ce que sera, on peut en être sûr, l'attitude de la CGT dans les mois qui viennent.

Il est en effet exclu que celle-ci puisse accepter de prendre le risque d'être débordée sur sa gauche. Les organisations liées au Parti Communiste ont vécu, en mai 1968, au Quartier Latin, une expérience qu'elles ne sont pas près d'oublier, et elles feront tout ce qui est en leur pouvoir pour ne pas vivre une nouvelle expérience de ce type, surtout au sein de la classe ouvrière.

La peur d'un véritable débordement les a amenées, en mai 1968, à déclencher en fait la plus grande grève générale de l'après-guerre. Ce n'est pas pour refuser, aujourd'hui ou demain de se mettre à la tête de mouvements limités. Et l'on peut être assuré que dans les mois qui viennent, la CGT se mettra systématiquement à la tête des mouvements qui pourraient éclater ici où là.

Mais le mouvement des roulants n'est pas seulement significatif de l'attitude des centrales syndicales. Il l'est aussi de celle du gouvernement. Et celui-ci a montré à quel point il craignait actuellement les réactions de la classe ouvrière. La date choisie pour la dévaluation du franc révélait d'ailleurs bien plus cette crainte que le machiavélisme de nos gouvernants, et depuis août, sous l'apparente assurance de façade, on sentait clairement l'appréhension du rendez-vous d'octobre.

Et le gouvernement est en fait désarmé. Si Chaban-Delmas s'est permis, aux journées d'Amboise, une timide déclaration sur le « respect du droit de grève », que d'aucuns ont interprété comme une allusion au préavis « obligatoire » de cinq jours que les cheminots n'ont pas respecté, le gouvernement, et la direction de la SNCF se sont empressés de reprendre la négociation. Ce n'est pas en soi une victoire, mais cela montre clairement qu'ils n'ont guère de moyens de s'opposer aux travailleurs en lutte.

Frustrée de sa victoire en mai 1968, la classe ouvrière française n'est ni brisée, ni démoralisée, bien au contraire. Si elle a été déclenchée par les organisations syndicales, la grève des roulants prouve néanmoins, par son ampleur et son unanimité, que la classe ouvrière n'est pas résignée à tout subir.

Et la grève des roulants, malgré ses caractères durs et ambigus, est la première réponse de la classe ouvrière au plan réactionnaire de Pompidou et Chaban. La première réponse et sûrement pas la dernière.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ROULANTS

PARTIE sans préavis dans deux dépôts, ceux d'Avignon et d'Achères (Yvelines), la grève des roulants s'est étendue avec une rapidité extraordinaire. Mercredi soir, 20 h pour certaines gares, 22 h pour d'autres dépôts, l'arrêt du travail était complet, paralysant brusquement tous les réseaux.

Depuis, tous les journaux ont redécouvert la profession de roulants. Certains, ne manquant certes pas d'imagination, n'ont-ils pas parlé à leur propos des « Saint-Exupéry du rail » ?

Mais cet aspect disparaissait devant la description sans fard des conditions de travail. Car effectivement, ces conditions de travail sont extrêmement dures.

Les roulants constituent environ 10 % de l'effectif total des cheminots (320.000 agents). Si l'on parle à leur propos « d'aristocratie ouvrière », c'est uniquement en comparaison des salaires très modiques versés aux autres cheminots. Un conducteur de machine ayant dix ans d'ancienneté et roulant sur un itinéraire de banlieue gagne environ 1.500 F, alors qu'un cheminot « au bas de l'échelle » gagnera lui à peine 800 F.

Mais pour ce salaire, la vie du roulant est en dehors du temps. Il est constamment au service de l'administration qui l'emploie au gré de ses besoins...

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les roulements sont réglementés par le P4 R, règlement spécifique à cette corporation et que l'on cherche actuellement à remanier.

Deux éléments y sont fort importants : *l'amplitude*, c'est-à-dire le temps où l'agent est à la disposition de la S.N.C.F., soit 14 heures actuellement et les *coupures*. Bien sûr, il ne s'agit pas de rouler pendant tout ce temps, mais le gaspillage est inouï :

Ainsi, une journée peut être conçue de la manière suivante : prise de service à 11 h 47 le matin, coupure de 15 h 05 à 19 h 19, puis reprise jusque 22 h 57. Le roulant a donc été présent plus de 11 heures, mais il ne gagne que l'équivalent de 7 heures de travail (les coupures ne sont payées qu'au quart de l'heure, toutes primes supprimées pour ce calcul, ce qui est infime). Ces coupures laissent l'agent dans un dépôt quelconque ou parfois il lui est possible de dormir ou de récupérer (encore qu'avec le bruit cela soit difficile), mais c'est en général une perte de temps énorme.

Autre exemple de journée : 8 h 59 à 15 h 51 puis une coupure jusque 17 h 08 et reprise jusque 19 h 10.

Depuis la grève de mai 1968, les coupures de nuit ont été supprimées entre 23 h et 5 h du matin. Mais le temps de travail de nuit reste encore trop long et épuisant : c'est ce qui explique la revendication d'un travail de nuit inférieur à 7 h, et même 6 h (revendications du dépôt d'Achères).

LES ROULEMENTS

Les roulements sont en principe connus un mois à l'avance. Mais il existe de nombreuses dérogations à ce principe. En premier lieu, il existe toute une catégorie de roulants, le « banal », qui est commandée par la S.N.C.F. du jour au lendemain. Et cela pendant toute l'année. Il ne leur est pas possible de connaître à l'avance leurs jours de repos, sinon que ceux-ci se situent obligatoirement... dans les huit jours qui suivent le précédent.

Le passage du « banal » au roulement normal, c'est-à-dire prévu à l'avance, est un privilège envié, il se fait par l'ancienneté et aussi parfois à la tête du client.

D'autre part, il arrive que les roulements soient modifiés selon les sacro-saints besoins du service, ou même qu'un agent arrivé à sa prise de service s'entende dire qu'il ne prend le travail que deux heures plus tard et que par conséquent il doit attendre, gratuitement bien sûr.

« L'HOMME MORT »

Un aspect des conditions de travail a été particulièrement soulevé par la presse : celles des roulants sur longue distance. Avec la modernisation, la S.N.C.F. a progressivement supprimé l'aide-conducteur qui assistait le roulant, et l'a remplacé par un système automatique : la V.A. (veille automatique) ou « homme-mort ». Plusieurs systèmes existent, mais le principe reste le même : il faut que le cheminot réponde mécaniquement toutes les trente secondes soit par pression du genou soit de la main à un mécanisme. Si le geste ne se fait pas, le train s'arrête.

La tension nerveuse a considérablement augmenté d'autant que ce système plus éprouvant ne s'est nullement accompagné d'une diminution du temps de route, mais au contraire, une vitesse accélérée et donc des difficultés plus grandes.

LES BRIMADES

Bien qu'étant seuls, les roulants sont en butte à de nombreuses brimades. Un chef montant à l'improviste peut brusquement interroger l'agent. Une brimade très prisée des chefs consiste à faire passer plus que nécessaire l'examen psychotechnique. On le passe normalement une fois par an pour vérifier les aptitudes du roulant, mais le faire sans véritable motif comme cela arrive est une brimade.

LES EFFECTIFS ET LE TEMPS DE TRAVAIL

C'est là une des revendications essentielles à l'heure actuelle.

En mai 1968, le temps de travail hebdomadaire à la SNCF est passé de 46 h à 44 h 30. Mais loin de voir leurs roulements s'améliorer, les roulants s'aperçoivent que ceux-ci empirent. Grâce au système de la coupure en effet, la S.N.C.F. a réussi à effectuer très peu de nominations, et en gardant un même effectif, faire le même travail.

Embaucher du personnel, ou nommer des agents déjà en possession de l'examen, mais qui n'ont pas le titre, aurait été contre la politique actuelle du gouvernement.

Car comme dans toutes les administrations, il s'agit précisément de stopper l'embauche et de compresser le personnel (le plus récent rapport fait état d'une diminution de 60.000 cheminots d'ici 1973). Ceux qui partent à la retraite ne sont pas remplacés. Les chantiers tournent avec un personnel insuffisant et souvent du travail supplémentaire. Et pour les roulants, les syndicats estiment à 5.000 les besoins actuels pour que les conditions de travail soient plus normales.

En fait, une réelle amélioration des conditions de travail passe par la réduction du temps de travail et le retour aux 40 h. C'est là une des revendications essentielles formulées dans les dépôts.

Depuis l'an dernier, les conversations s'étaient éternisées. Les cheminots du Sud-Est avaient déjà exprimé leur mécontentement, mais les divers bouleversements politiques avaient remis les problèmes sous le boisseau.

Pour un temps !

Pour SEGUY, non plus, il ne faut pas de "rentrée sociale"

SAMEDI dernier, Georges Séguy tenait à la Mutualité la traditionnelle réunion d'information annuelle à l'intention des syndiqués C.G.T. Alors que la grève des cheminots, commencée quatre jours avant, prenait de l'ampleur, on aurait pu s'attendre à ce que le leader de la C.G.T. prenne une position nette et précise. Il n'en fut rien, et les militants C.G.T. qui sont venus à cette réunion dans l'espoir d'y recevoir des directives sur l'action à mener dans leurs entreprises, en ont été pour leurs frais.

Ils n'y ont rien appris de neuf, sinon que si le gouvernement décidait d'user de répression contre le mouvement des cheminots, il se heurterait à « une riposte énergique de tous les travailleurs » — sans précisions. Par contre, Séguy s'est largement étendu sur la lutte plus que jamais nécessaire pour les droits syndicaux dans l'entreprise, et à l'échelle nationale, l'augmentation de la diffusion de la « Vie Ouvrière » et d' « Antoinette », etc.

Quant à la riposte au plan d'austérité, la seule façon efficace de l'envisager, d'après Séguy, ce serait de réaliser le front syndical commun, ce serait de s'entendre avec les autres centrales syndicales en vue... de la reprise des négociations avec le patronat et le gouvernement là où elles s'étaient arrêtées il y a six mois, à la conférence de Tilsitt ! Comme cela, dit G. Séguy, nous montrerons que nous avons tout fait pour aboutir par la négociation. Personne ne pourra en effet dire le contraire. Et si les négociations n'aboutissaient pas ? Dans ce cas, répond G. Séguy, en baissant la voix, il faudra bien recourir à la lutte, envisager des actions adaptées à chaque entreprise.

Mais il quitte aussitôt ce sujet brûlant pour embrayer, sur l'unité de la gauche, sur la nécessité d'un « programme commun à toutes les forces de gauche déterminant l'étendue et les limites d'un accord acceptable par tous ». « La G.G.T., affirme-t-il, poursuivra ses efforts et multipliera ses initiatives pour aller de l'avant dans cette voie. »

Voilà donc le plan de campagne de la C.G.T. pour la rentrée : il se résume à revenir frapper à la porte que le patronat et le gouvernement lui ont claqué sur les doigts il y a six mois, au moment de Tilsitt.

Que la grève commencée à la S.N.C.F. s'étende aux autres secteurs nationalisés ou au secteur privé dépendra en fait de la pression que les travailleurs exerceront dans les entreprises pour obliger la C.G.T. à agir, non d'une volonté de la part de la C.G.T. d'entamer une bataille sérieuse contre le plan d'austérité de Pompidou et de Giscard d'Estaing. Et si Séguy a parlé de « riposte sérieuse de tous les travailleurs » au cas où le gouvernement sanctionnerait les cheminots grévistes, c'est pour répondre aux questions que nombre de militants C.G.T. doivent se poser face au mécontentement qui grandit dans les entreprises, et en particulier dans tout le secteur nationalisé. C'est une satisfaction morale qu'il leur a donnée là ; mais c'est une simple menace, car il ne dit ni quand, ni comment, laissant comme toujours l'initiative au patronat et au gouvernement.

LES PLAISANTINS DU MINISTÈRE DES FINANCES

En novembre dernier, lors de la sortie massive de capitaux, le ministre des Finances de l'époque, nommé Ortoli, avait donné des assurances très strictes aux parlementaires. « Les spéculateurs, avait-il dit en substance, seront punis. »

Une commission d'enquête sur la spéculation fut donc créée à cet effet le 15 février 1969. Son but était, selon le ministre, « d'apprécier le caractère spéculatif des mouvements recensés et les conséquences qu'il conviendra d'en tirer en ce qui concerne leur auteur ».

Mais les temps ont changé. Giscard d'Estaing a succédé à Ortoli et Pompidou, qui avait juré de conserver la parité du franc lors de sa campagne électorale, a dévalué. Les plaisantins se succèdent et se ressemblent. A l'image démagogique d'un gouvernement faisant semblant de lutter contre les spéculateurs a succédé celle plus bonhomme de l'ex-gérant de la banque Rothschild qui accordait de bon cœur la prime de dévaluation aux exportateurs de capitaux. Le nouveau gouvernement a donc abandonné toute enquête sur la spéculation, enquête lancée d'ailleurs par son prédécesseur du bout des lèvres et vouée à l'oubli.

La justification donnée au journal « Le Monde » par les collaborateurs du ministère des Finances tient en quelques phrases :

« On ne peut à la fois souhaiter des rentrées de devises et taxer les rapatriements de capitaux étrangers ; ranimer la confiance et renforcer le contrôle des changes..., sévir contre la spéculation et maintenir la cotation d'un emprunt d'Etat, indexé sur l'or, exempt d'impôt sur le revenu et de droits de succession : le fameux Pinay. La spéculation, conclut-on rue de Rivoli, est dans la logique d'un système qu'on peut accepter ou refuser... »

Au moins cette déclaration a l'avantage de la clarté. Dans la bonne logique du système qu'il accepte et qu'il défend, le gouvernement fera tout pour remplir les poches aux spéculateurs sur le dos des travailleurs. C'est pourquoi ces derniers ne peuvent que le refuser.

(U.P.I.)

Une rentrée scolaire comme les autres :

AUSSI MAUVAISE

LA rentrée scolaire 1969, dans le secondaire, se déroule, malgré les promesses, comme les précédentes : aussi mal. Manque de places pour les élèves, manque de professeurs, de crédits de fonctionnement, de stades, de piscines. Une seule chose abonde : la pagaille.

Dans l'enseignement technique, on compte qu'un seul candidat sur trois aura obtenu une place. Les deux autres effectueront leur scolarité obligatoire... où ils pourront.

Des parents d'élèves parisiens se rendant au collège de leurs rejetons n'ont trouvé qu'un terrain vague : l'école dans la nature sans doute.

Les professeurs auxiliaires qui constituent près de la moitié du corps enseignant ne sont, la plupart du temps, pas encore nommés, même s'ils avaient un poste l'année dernière. Le personnel enseignant ne sera pas complet et les cours non assurés commenceront... plus tard.

Malgré tout le « tintouin » fait par le gouvernement autour de l'apprentissage de la natation, certains établissements du primaire à Paris se sont vu signifier qu'ils n'auraient accès à la piscine que pendant un seul semestre.

Cela c'est ce qu'on peut déjà observer. Plus tard, des enseignants attendront leur traitement pendant quelques mois ; les collèges techniques devront se débrouiller comme ils pourront pour trouver de la matière première.

La routine quoi.

Oui, la routine. Quel que soit l'U.D.R. qui occupe le fauteuil de ministre de l'Education nationale— et c'est un siège qu'on n'a guère le temps de réchauffer — la rentrée s'effectue de la même façon, pagailleuse, inextricable, acrobatique.

Chaque ministre promet qu'il y aura l'année prochaine — celle où on rase gratis — une rentrée impeccable. Comme il n'est plus là l'année d'après, son successeur lui fait endosser le désordre, repromet une rentrée sans accroc, des profs, des places, des crédits. Et on remet ça.

Si, malgré l'anarchie qui caractérise le système, un domaine est facile à planifier, c'est pourtant celui de l'éducation nationale. Quand les enfants naissent, les parents les déclarent. A partir des listes de l'état-civil il ne devrait quand même pas être sorcier de savoir en quelle année ils auront six ans, puis onze, puis dix-huit, s'ils devront aller à l'école des filles ou à celle des garçons. C'est encore plus facile qu'un problème de robinet !

Mais il faut croire que tout ministres qu'ils sont, les ministres U.D.R. de l'Education nationale ont bien mal suivi les cours de leur instituteur. En fait, et cela date de la dernière guerre, l'éducation nationale est l'enfant pauvre des régimes successifs. Et la Ve République pompidolienne, pas plus que la gaulliste, ne lui a pas attribué plus de crédits.

Chacun sait très bien qu'elle ne touche qu'une partie de ce qui reste du budget de l'Etat, une fois payés les flics, les militaires, les subventions aux capitalistes, la bombe, les sous-marins et les pliants du Trianon. Et tout cela absorbe la meilleure part de ce qu'on extorque au contribuable qui se retrouve sans école où mettre ses petits.

Peu importe, pour en faire des contribuables adultes, taillables à merci, pas besoin qu'ils passent par Polytechnique.

Les surgés ne seront pas là

Perturbée matériellement comme toutes les précédentes, la rentrée va l'être en plus moralement.

La discipline ne sera pas assurée le premier jour.

Ce ne sont ni les C.A.L., ni les maoïstes, ni les anarchistes, ni les trotskystes qui feront du désordre.

Tout simplement les surveillants généraux, sur lesquels le ministre comptait tant pour rétablir une atmosphère purifiée des miasmes contestataires.

Chefs des pions, grands dispensateurs de retenues, les « surgés », ou plutôt leur syndicat veulent le statut d'éducateur qu'on leur avait promis. Aussi n'assurent-ils pas la rentrée : ils contestent.

Pour la rentrée, les potaches sont tranquilles.

LIVRES REÇUS RECEMMENT PAR LA REDACTION de LUTTE OUVRIERE

TITRE	AUTEUR	EDITEUR
JOURNAL DE LA COMMUNE ETUDIANTE Textes et documents novembre 67 - juin 68	Présentation d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet	*Editions du Seuil,* 27, *rue Jacob, Paris-6e*
SOCIALISME OU SOCIAL-MEDIOCRATIE	Jacques Mandrin	*Seuil*
L'AMERIQUE ET SES NOUVEAUX MANDARINS	Noam Chomsky	*Seuil*
LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE	Centre National des Dirigeants d'Entreprise	*Seuil*
MEXICO LE PAIN ET LES JEUX	Claude Kiejman et Jean-Francis Held	*Seuil*
L'INTRODUCTION DU MARXISME EN FRANCE	Maurice Dommanget	*Editions Rencontre Lausanne*
LA GREVE GENERALE EN FRANCE	Robert Brécy	*E.D.I. (Etudes et Documentation Internationales)* 29, *rue Descartes, Paris-5e*
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE APRES LENINE	Léon Trotsky	*P.U.F.*
LE PETIT TRAIN DE MONSIEUR KAMODE	André Benedetto	*P.J. Oswald*
ZONE ROUGE Feux interdits	André Benedetto	*P.J. Oswald*

Des critiques et des analyses de certains de ces ouvrages paraîtront dans des numéros ultérieurs.

La pollution de la Seine à Rouen :

LES ASSASSINS DE LA NATURE

IL ne restait déjà plus beaucoup de poissons dans la Seine autour de Rouen. Depuis le 8 septembre il n'en reste plus aucun. Le fleuve charrie leurs cadavres qui empestent l'atmosphère. On peut en voir dès le bras d'Alizay (qui longe la C.I.C.A., usine de cellulose).

Les autorités, en l'occurence le port autonome de Rouen, ont vite trouvé une explication officielle. La cause serait une pollution chronique due aux faibles chutes d'eau de l'été qui ont diminué le taux en oxygène du fleuve (1 milligramme par litre d'eau alors que 4 sont le minimum pour un poisson) ! Bref, les poissons seraient tout simplement asphyxiés. Mais alors, que penser de cette curieuse coïncidence : la zone polluée jouxte exactement la zone industrielle où se situent la plupart des grandes usines chimiques de la région (C.I.C.A., Rhône-Poulenc, Külhman, Azolacq, St-Gobain, etc)?

En réalité tout le monde sait à Rouen que la pollution atmosphérique due aux usines est très importante. Rouen a le « privilège » d'être au moins la ville la plus polluée de France sinon d'Europe, et les rapports médicaux confirment que 50 % des cas de bronchites chroniques sont dus uniquement à l'atmosphère. C'est quotidiennement que les usines déversent dans l'air et dans la nature des déchets nocifs « non rentables ». Dans les secteurs proches de ces usines la végétation a énormément de mal à survivre.

Une usine dont les gaz sont très dangereux, qui s'était vu interdire de construire un bâtiment à Lyon a entrepris de s'installer dans la région. Si bien que finalement il n'est point besoin d'être très savant pour trouver les véritables raisons de cette disparition des poissons.

Ce qui vient de se passer à Rouen se passe dans toutes les villes plus ou moins industrielles et, si nous ne les arrêtons pas à temps, ces fous qui dirigent la société détruiront tout ce qui est nécessaire à la vie de l'homme et de la nature.

Chez Chausson

"Partage des économies"

NON, ce n'est pas ce que vous croyez, ça n'est que le titre d'un petit livret qui a été remis début septembre aux ouvriers du groupe.

Dans ce livret, on explique quel sera le nouveau mode de calcul et de répartition des primes accordées à ceux qui ont des idées pour améliorer la production.

Rien d'extraordinaire jusque-là, puisque le système des « boîtes à idées » est fort répandu dans les entreprises. Mais ce qui l'est plus, c'est de constater à la fin que le « Comité d'Etude des Economies » est composé pour moitié de membres désignés par la direction, et pour moitié de membres désignés par le Comité d'Entreprise !

Et ce qu'on lisait dans les pages précédentes prend un tout autre caractère quand on sait que ce qu'on prenait pour de la littérature patronale est en fait de la littérature... paritaire.

Qu'on en juge :

On peut lire, par exemple, dans le préambule : « Jusqu'à ce jour, malgré les efforts faits pour obtenir une étude en commun des idées émises, les suggestions ont conservé un caractère essentiellement individualiste. »

« L'amélioration de nos coûts apparaît aujourd'hui comme une obligation impérative, aussi bien pour permettre la progression désirée du niveau des salaires, que pour créer les conditions optimales du développement de la Société.

« Cette amélioration des coûts doit être recherchée sur tous les facteurs constituant les prix. Elle doit par ailleurs être le fait de tous. »

Ainsi, il faut donc être gauchiste pour penser que le meilleur moyen d'augmenter les salaires, c'est de reprendre aux patrons les bénéfices qu'ils font sur notre dos ; les membres du comité, eux, considèrent que c'est en accroissant la productivité, et en étant solidaire du patron qui veut rendre son usine « compétitive ».

Ceci dit, les auteurs de cet opuscule se moquent vraiment du monde quand ils écrivent que : « les idées émises ne seront appliquées qu'à la condition de ne pas entraîner de licenciement de personnel ou de ne pas rendre le poste de travail plus pénible ».

En effet, un ouvrier a récemment touché une prime : son idée avait permis de supprimer plusieurs postes de travail. Quant au reste, chacun sait que le résultat des « idées » est généralement d'augmenter les cadences, donc de rendre le travail plus pénible.

Mais venons-en au calcul des primes ; c'est là qu'on voit que les collaborateurs de classe n'ont même pas le sens du commerce !

« Le principe est admis que l'entreprise distribue les quatre premiers mois d'économie nette constatée. »

Première astuce de la direction : l'économie nette c'est 4/11e de l'économie brute moins LA MOITIE des « frais de suggestion ». Mais ceci n'est bien entendu qu'un détail; ce qui l'est moins, c'est que la direction, après avoir versé 4 mois de l'économie réalisée, empochera l'économie réalisée le reste de l'année et dans les années qui suivent.

Et il est bien stipulé que « le dépôt d'une suggestion individuelle entraîne ipso facto renonciation au droit éventuel de propriété industrielle. »

Et ce n'est pas le système de répartition de la prime (une partie à l'auteur, une partie à la « collectivité ») qui change quoi que ce soit au système. Ce qu'on veut des ouvriers, c'est qu'ils améliorent leur propre exploitation. Mais il ne faut peut-être pas trop compter sur eux, même si des gens qui se prétendent leurs représentants cautionnent ce genre d'entreprise. En effet, en ce moment, chez Chausson comme ailleurs, les travailleurs, plutôt que de rechercher les moyens de diminuer les coûts de production du patron, s'intéressent surtout à la diminution... des cadences et du temps de travail.

A Flambo (Vierzon)

Lettre à la direction ou l'art de dire la vérité

COMME il est beaucoup plus rentable pour les directeurs d'entreprise de donner des conseils que des augmentations, nombre d'entre eux se sont lancés dans la littérature et risquent de produire des œuvres immortelles dans le style « méditations sur la conjoncture » ou « rêveries d'un directeur solitaire ». Les ouvriers de Flambo n'ont pas été épargnés par ce fléau qui pousse les directeurs à prendre la plume et à semer à tout vent leurs réflexions sur la justice, l'esprit d'équipe, le goût du travail bien fait, l'effort souhaitable et l'impossibilité d'accorder des augmentations.

C'est donc à un « tour d'horizon que nous conviait notre directeur, dans le but de nous « faire connaître la vérité ». Après nous avoir expliqué que les membres de la direction, salariés comme nous « ne sont pas là et ne veulent pas être là pour « mater » les gens de Vierzon comme cela a été dit » (il y a décidément des mauvaises langues partout) mais pour faire régner « la justice et la discipline indispensables », il entre dans le vif du sujet: la fin 1969 sera plus difficile qu'il ne le supposait et cela à cause de l'inévitable « conjoncture nationale » mais aussi et surtout parce que « l'activité de beaucoup est trop faible... et que les dépenses annexes sont plus importantes (ex. casse de machines) ». Nous apprenons donc enfin la « vérité » : nous sommes des paresseux et des brise-fer.

La suite découle bien sûr automatiquement des qualités qu'il nous attribue : « donc ce n'est qu'un effort de nous tous qui peut accélérer nos pas vers une situation meilleure... il faut que tous les frais inutiles soient supprimés, que l'activité soit bonne ; et qu'ainsi notre « outil » (l'usine) soit utilisé au maximum, qu'aucune dépense d'argent inutile ne soit faite... à tout cela vous pouvez participer. » Et voilà ! on voit qu'à Flambo la « participation » reste à l'ordre du jour.

Pour conclure et dans un dernier élan de franchise, notre directeur à cru bon de parler des revendications : « ... je tiens à préciser que le but des lignes qui suivent n'est pas la menace comme certains l'ont dit, mais la définition de la vérité... tous heurts et toutes pertes de temps doivent être bannis... nous pourrons reprendre les discussions de revendications lorsque les moyens d'y apporter une réponse positive existeront. Il nous faut d'abord faire venir l'eau à la source avant d'y boire. »

Notons pour conclure que notre directeur poète, vient d'être attaqué en prud'homme pour avoir payé de nombreuses ouvrières sous le SMIG et qu'une trentaine d'ouvriers ont donné leur compte pour aller « boire » ailleurs .Quant à ceux qui restent, la pesante prose directoriale, loin de leur mettre l'eau à la bouche, leur mettrait plutôt l'écume aux lèvres. Notre directeur risque de s'apercevoir que la « vérité » n'est pas toujours bonne à dire.

A Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

Face à l'exploitation les travailleurs immigrés réagissent

ON pourrait croire qu'avec sa proportion importante de travailleurs émigrés, l'usine Idéal-Standard d'Aulnay-sous-Bois est une usine où les réactions des travailleurs face à l'exploitation patronale sont moins fréquentes qu'ailleurs.

En fait, c'est loin d'être la règle.

Les rapports ouvriers émigrés - maîtrise n'ont pas le même caractère que ceux des ouvriers français.

D'une façon générale les travailleurs émigrés ne connaissent pas leurs droits, et ont surtout l'obstacle de la langue. Souvent ils comprennent mal le français et ont des difficultés à s'exprimer; certains n'ont guère l'expérience du travail en usine. Aussi doivent-ils improviser et se débrouiller tout seul.

La direction se sert au maximum de ces handicaps pour tenter de tirer le plus qu'elle peut sur leur dos. Dans certains ateliers le chef d'atelier refuse de communiquer aux ouvriers le « prix » des pièces. C'est-à-dire que celui qui travaille aux pièces ne sait pas au bout de sa journée combien il a gagné. Cela permet aux chefs de pousser toujours à la production. Et bien entendu, à la paie, l'ouvrier n'a aucun moyen de savoir si on ne l'a pas volé.

Mais parfois la direction tombe sur un bec. Ainsi le vendredi 5 septembre (première paie de la rentrée) les horaires touchaient la dernière semaine de juillet et le reliquat des congés payés. Or en fonderie C il y avait eu une panne avant les vacances. La direction décida de payer ces heures de panne au taux minimum, ce qui entraînait une perte de plusieurs milliers d'anciens francs par rapport à une paie normale.

Mais les ouvriers de la fonderie C, en quasi-totalité des travailleurs étrangers, ne l'entendirent pas ainsi. Quand ils virent leur paie diminuée, ils ne cherchèrent pas midi à quatorze heure, ils arrêtèrent spontanément le travail. La direction promit immédiatement d'étudier les demandes de ceux de la fonderie C, mais se refusa à donner une réponse. Mais contrairement à ce qu'elle attendait, cela ne calma pas les ouvriers volés, qui décidèrent de s'en aller chez eux et de ne reprendre le travail lundi que si on leur payait les heures de panne au taux habituel. Finalement le travail reprit lundi, la direction acceptait ces conditions.

Cet exemple n'est pas l'exception; en mars-avril une grève avait touché l'ensemble des fonderies, et ce sont les ouvriers français, plus qualifiés, qui avaient laissé tomber alors que les O.S. et manœuvres étrangers étaient prêts à continuer.

Certains chefs ont tendance à considérer les travailleurs émigrés comme « leur » propriété. Ils pensent pouvoir leur parler comme à du bétail. Quelquefois, ils ont des surprises. Ainsi un chef de fonderie, particulièrement aboyeur, a déjà reçu un poing dans la figure en réponse à ses cris, et s'est vu plusieurs fois poursuivre par un de ses souffre-douleur, excédé, lui courant après une pelle à la main.

Bien sûr, souvent cela ne va pas si loin, car les chefs « intelligents » préfèrent ne pas insister quand un travailleur émigré prend la mouche. (D'ailleurs si les ouvriers français reprenaient à leur compte ces méthodes un peu « directes », on peut parier que la maîtrise deviendrait vite raisonnable.)

Bien sûr souvent ils acceptent (mais ont-ils le choix) des conditions de travail très dures et insalubres, mais quand la coupe est pleine ils savent, avec raison, que patron et maîtrise ne comprennent qu'un seul langage : celui de la force.

On le voit le mythe de la soumission des travailleurs étrangers n'est à Ideal-Standard qu'une légende. Mais cette légende sert de mauvais alibi à ceux qui reculent devant l'action à mener.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Victoire des guichetières à la caisse d'allocations familiales

APRES 10 jours de grève, les guichetières ont repris vendredi 12 septembre, ayant obtenu de la Direction satisfaction sur la quasi-totalité de leurs revendications.

En ce qui concerne les conditions de travail (point de départ de la grève), la Direction a dû céder sur tous les points :

— nouveaux locaux - sonorisation

— 15 techniciennes supplémentaires, plus 8 pour le mois de septembre

— amélioration du fonctionnement des pneumatiques

— sortie anticipée les veilles de fêtes au même titre que le reste du personnel.

Enfin, les syndicats avaient ajouté la révision de la prime de contact (un peu plus de 30 F) et 15 % de prime de technicité. La Direction a accordé les 15 % dont il faudrait retrancher la prime de contact. Ce qui fait environ 11 % du salaire, c'est-à-dire une augmentation mensuelle de 100 à 110 F.

Inutile de dire que la grève des guichetières est ressentie comme une victoire parmi tout le personnel de la Caisse. L'obtention de la prime de technicité notamment a été vivement ressentie chez les autres techniciens de la Caisse. Cette prime est réservée aux techniciens qui sont amenés à traiter plusieurs législation différentes — ce qui est le cas de tous — et n'était accordée jusqu'à présent qu'à la Caisse Vieillesse.

Un premier pas vient d'être franchi dans ce sens à la C.A.F. et les discussions vont bon train.

Les guichetières, par leur détermination et leur participation active à la grève — tournées dans les services, participation aux discussions Direction-Syndicats, communiqués de presse, etc. — ont su faire céder la Direction.

Rappelons qu'avant les vacances, une grève semblable dans un autre service de la Caisse, au DEPEX, avait abouti à la satisfaction partielle des revendications des employés.

Dans une entreprise où les revendications ne manquent pas, ces quelques exemples encourageants peuvent faire tache d'huile. Car il serait grand temps que tous les organismes dits « sociaux » s'occupent enfin de faire un peu de social dans leur propre maison.

Les allocataires attendent devant les portes fermées.

Menaces de licenciements à Hispano-Suiza

LE mois de juillet n'a pas été calme dans l'usine et la proximité des vacances n'a pas pour autant éloigné les menaces de licenciements. Bien au contraire ! Depuis la fusion Hispano-Snecma, de nombreux bruits couraient sur l'éventuel transfert des fabrications à la Snecma-Corbeil et en particulier celui des moteurs Tyne — une des fabrications les plus importantes qui doit assurer du travail jusqu'à la mi-1970. Ces bruits non démentis furent rapidement suivis d'effets. Une grève de deux heures fut déclenchée par les syndicats le 22 juillet et, si elle fut très suivie par les travailleurs, elle le fut aussi chez les cadres — l'usine s'arrêtait à 90 %. On vit même le chef du personnel venir serrer la main d'un responsable syndical et reconnaître que seule la lutte était payante...

Depuis quelque temps, un peu partout des réactions se faisaient sentir et surtout chez les jeunes et dans quelques bureaux particulièrement touchés par « l'harmonisation » des salaires, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, un nivellement par le bas. Les attaques continuelles de la direction Snecma contre les avantages acquis maintenaient la colère de tous les travailleurs. La participation à 90 % à la grève du 22 juillet fut l'aboutissement de ce mécontentement.

En bref, le navire semblait couler pour de bon cette fois, après de très nombreuses alertes au cours de ces trois dernières années.

Pourtant la fabrication du Tyne a été maintenue mais les menaces de licenciements ont continué à se préciser et le départ en vacances fut pour la majorité d'entre nous, un départ sans illusion. La rentrée allait être dure. D'autant que des cadres dirigeants restaient une semaine de plus à l'usine et devaient se réunir pour élaborer d'éventuelles listes noires.

Pour tous, le problème restait posé : allaient-ils profiter de notre absence pour transférer les fabrications à Corbeil ? Il n'en a rien été. Le travail a repris début septembre mais les travailleurs restent sur leurs gardes et sont dans l'attente de la décision suspendue au-dessus de leurs têtes. Cependant la combativité ne semble pas avoir baissé. Depuis la C.G.T. a annoncé que les fameuses « listes » étaient établies mais n'appelle pas encore à la riposte. Aucun autre syndicat non plus.

Les travailleurs d'Hispano (devenus pour les besoins de la cause patronale — division Snecma) savent que le combat sera dur et qu'il leur faudra probablement aller au-delà de la passivité syndicale.

La semaine dernière la direction annonçait la suspension immédiate de tous les intérimaires, fort nombreux dans l'entreprise et principalement dans les bureaux. Cette nouvelle ne fit qu'accentuer l'impression que la direction Snecma-Hispano voulait frapper un grand coup : on parle de 10 % de l'effectif. Déjà de nombreux employés ont donné leur démission et quitté le navire.

A la S.E.I.E.M. (Paris-18e)

Un petit patron de "gauche"

UNE partie des ouvriers de l'atelier de la S.E.I.E.M., une petite usine dans le XVIIIe arrondissement, étant partie, sur l'initiative des délégués C.F.D.T., une heure avant l'heure le jour des vacances, le patron ne leur a pas payé le 15 août. En plus, il leur a envoyé une lettre d'avertissement à chacun. Pourtant ce patron se targuait jusqu'alors d'être de « gauche », ex-délégué, bref il se voulait compréhensif.

Les travailleurs sanctionnés ne se sont pas laissés impressionner pour autant et lui ont fait une réponse collective que nous citons ci-dessous :

Paris, le 8 septembre 1969.

« Monsieur,

Les soussignés répondent à votre lettre recommandée du 26 août 1969.

Il est de tradition qu'à la veille de chaque départ en vacances, le personnel quitte plus tôt, même dans les entreprises les plus réactionnaires. C'est la raison pour laquelle nous avons pris la décision de quitter notre travail une heure avant l'horaire habituel, après avoir prévenu nos « supérieurs hiérarchiques ».

Vous avez cru nous intimider par votre note de service, ce qui n'a eu pour effet que de renforcer notre détermination.

Sachez bien que, lorsque nous sommes convaincus de la justesse de la cause que nous défendons, les avertissements, les menaces et les sanctions ne pourront jamais nous faire revenir sur la décision que nous avons prise.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées. »

.. ..

En somme, une leçon de dignité pour ce patron de « gauche ».

correspondances des entreprises

A RENAULT-BILLANCOURT :

Accident mortel

LE mercredi 10 septembre un jeune de 25 ans, du département 77-67, était victime d'un accident mortel. Cet ouvrier de l'entretien travaillait à la mise au point d'une presse au département 38. Il eut la tête fracassée par le portique d'un pont roulant. Sa seule sécurité résidait dans deux lampes tournantes placées sur le haut de la presse.

Ce camarade a payé de sa vie le manque de sécurité au département 38. Car au département une seule chose compte : la production. La sécurité passe après.

1) La cabine du pont étant en contrebas, le pontonnier n'a aucune visibilité sur le haut des presses.

2) La cabine n'est pas panoramique et en marche arrière le pontonnier ne voit rien derrière lui.

3) Le pontonnier était tout seul et nouveau dans la place, alors qu'ils auraient dû être deux.

4) Le pont n'aurait pas dû fonctionner le temps de la réparation de la presse, les girouettes clignotantes n'ont jamais arrêté un pont chargé.

5) Le bâtiment n'est pas conçu pour l'installation de presses de cette dimension et le pont passe à 12 cm du haut des presses.

On le voit, toutes les conditions étaient réunies pour qu'un accident aussi dramatique se produise.

Les ouvriers du secteur ont débrayé l'après-midi pour réclamer que des mesures soient prises pour assurer la sécurité.

Il faut dire aussi que trois jours après, le travail continuait dans des conditions semblables.

Le pire dans tout cela, c'est que l'on s'habitue à travailler dans l'insécurité. La responsabilité de cet état de choses reste à la direction de la Régie qui n'avait rien fait d'efficace pour prévenir de tels accidents. En termes clairs, c'est un assassinat. Car on peut nous dire qu'il y a négligence de la maîtrise, du service de sécurité et même des ouvriers, tout cela est faux. Il est prouvé que la Régie dépense beaucoup d'argent pour la qualité et le contrôle des pièces qui se montent sur les véhicules. Il paraît impensable que la même attention ne soit pas apportée à la sécurité des hommes qui fabriquent ces véhicules !

Pourtant c'est vrai, à la Régie Renault ,on travaille à la « va comme je te pousse », sans place, dans le bruit, la poussière. On travaille 9 heures par jour à des travaux pénibles sans autre interruption que le casse-croûte.

La Direction, hypocritement, appose des affiches où il est dit « La sécurité, c'est l'affaire de tous ». Pourtant dès qu'un délégué, hygiène ou sécurité, propose d'améliorer un poste de travail, ont répond souvent « c'est trop cher ».

Vu du côté des ouvriers, que peut-on faire pour se protéger des accidents ?

Bien sûr, en premier lieu, imposer par la lutte des conditions de travail meilleures. Mais c'est pratiquement à l'atelier que les plus conscients doivent expliquer aux autres, et surtout aux nouveaux comment travailler sans risquer sa peau et celle des autres.

D'autre part nous pouvons et devons refuser d'effectuer un travail si nous ne sommes pas convaincus qu'il est sans danger. Si un agent de maîtrise nous impose un travail de ce genre nous devons prévenir délégués et camarades de travail pour publiquement dénoncer ce chef et le convaincre qu'on ne doit pas travailler dans de telles conditions.

Il y a parmi les travailleurs suffisamment de bonnes volontés et de camarades compétents pour que l'hécatombe s'arrête ; il faudrait que ceux-la se sentent soutenus pour que ça puisse changer.

Bien sûr cela coûtera de l'argent à la Direction, mais ce n'est pas notre problème. Les techniciens et les ingénieurs ont déjà résolu des problèmes techniques aussi difficiles, il suffit d'y mettre le prix. Et pour nous tous la vie d'un homme passe avant toute notion de rentabilité.

Si la bande d'assassins et d'incapables qui dirige l'usine ne fait rien, il faudra que les travailleurs interviennent. Car les « prisonniers du boulot » ont envie de faire de vieux os. Qu'on se le dise : il vaut mieux passer pour un poltron que de laisser sa peau à l'usine.

CHEZ HEURTEY-ENGINEERING (Paris-17e)

Les dessinateurs de la pétrochimie en grève

DEPUIS le mardi 7 septembre, les dessinateurs du département pétrochimie de Heurtey sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Ils réclament 7,60 du point pour tous, ce qui leur permettrait de rattraper l'écart entre leurs salaires et ceux des dessinateurs d'autres bureaux d'études d'entreprises concurrentes telles que Technip, Foster Wheeler ou Herlick.

Car bien que le ton de la direction Heurtey soit très paternaliste (la « participation de chacun à l'expansion de la grande entreprise » est mise en avant, le dialogue est de règle), cela n'empêche que les salaires Heurtey, et particulièrement ceux des dessinateurs, sont très inférieurs à ceux d'autres entreprises d'engineering. Et lorsque les délégués abordent ces problèmes avec la direction, le ton n'est plus du tout au dialogue. C'est ainsi que le P.D.G. a répondu dernièrement aux délégués C.F.D.T. et C.G.T. qui réclamaient une revalorisation des salaires et faisaient part du malaise existant chez les employés : « S'il y a des malaises prenez des pilules ! »

A la Pétrochimie, les dessinateurs ont trouvé qu'une grève serait bien plus efficace que des pilules pour régler les problèmes.

C'est ainsi qu'après s'être réunis, ils ont décidé la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Le mouvement est suivi à près de 100 % par les dessinateurs P.C., le personnel du tirage s'est lui aussi mis en grève avec ses revendications, d'autres secteurs tel que Caliqua en ont profité pour poser eux aussi leurs revendications, les travailleurs de l'informatique ont proposé aux grévistes un débrayage de solidarité et, de façon générale, dans les autres départements, le mouvement est bien accueilli, chacun en discute.

Les grévistes, quant à eux, ont établi leur quartier général devant Heurtey. On y fait des affiches manuscrites posées sur les voitures, on se réunit là après chaque entrevue avec la direction, on y discute de la grève Heurtey bien sûr, mais aussi de celle des roulants de la S.N.C.F., de la dévaluation ou des pays sous-développés. Le beau temps étant de la partie, c'est un peu un petit mai en septembre pour Heurtey.

Pour l'instant, seul le personnel de tirage a obtenu quelques satisfactions : un quart d'heure de pause, l'installation de ventilateurs et une promesse d'augmentation de salaire.

Mais la direction n'a pas encore cédé sur le point essentiel, c'est-à-dire la valeur du point à 7,60, elle s'est contentée d'exprimer sa colère à l'égard des dessinateurs qui ont « rompu le dialogue en faisant grève ».

Devant cette attitude, la riposte des grévistes a été de convoquer pour lundi une assemblée générale de tout le personnel Heurtey, car ils sont bien décidés à continuer la lutte jusqu'à satisfaction.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Le voyage de Kossyguine à Pékin :

Un geste de conciliation ?

Kossyguine et Chou En Lai se serrent la main. C'était lors de leur précédente rencontre en février 1964. (U.P.I.)

IL serait certes exagéré de prétendre qu'en se rendant à Pékin, Kossyguine a fait son voyage à Canossa. Il n'en reste pas moins que les chefs du gouvernement de l'U.R.S.S. et de la Chine ne se sont pas rencontrés en « territoire neutre », à Hanoï par exemple, à l'occasion de l'enterrement de Ho Chi Minh, mais c'est bien le dirigeant russe qui s'est rendu dans la capitale chinoise. Manifestement, l'initiative du geste d'apaisement que constitue une telle rencontre dans les circonstances actuelles revient au Kremlin.

Le fait n'est pas étonnant. D'aggravation en aggravation, la tension entre les deux puissances en est arrivée à un point critique. L'alternative est devenue simple : ou franchir un nouveau pas dans l'escalade, sous forme d'une intervention militaire ou alors chercher un compromis au moins momentané.

La supériorité matérielle et technique de l'U.R.S.S. est telle qu'elle aurait pu mener à bien — si l'on peut dire — une action d'éclat préventive comme par exemple un raid contre les installations nucléaires du Sinkiang. Mais une telle action aurait selon toute vraisemblance entraîné une guerre sino-soviétique. Or c'est incontestablement l'Union Soviétique qui aurait le plus à perdre dans une telle guerre. Non seulement parce que sa position d'agresseur aurait dressé contre elle les pays du tiers-monde, détruisant tous ses efforts diplomatiques visant à rompre son isolement face à l'impérialisme. Mais, aussi, parce qu'incapable de vaincre et d'occuper la Chine, elle se serait enlisée dans une longue guerre meurtrière qui aurait été le prologue de la troisième guerre mondiale. D'une troisième guerre mondiale qu'elle aurait abordé dans les pires conditions d'isolement, opposée à la fois aux puissances impérialistes et à la Chine. Il faut croire que la bureaucratie russe n'est pas totalement dépourvue du sens des réalités. De toute évidence, elle a choisi de ne pas s'engager plus avant dans l'engrenage premier, même si le geste qu'elle était obligée de faire pour souligner ce choix apparaît comme une sorte de reculade.

Ce geste va-t-il abaisser la tension sino-soviétique dans l'immédiat ? Peut-être. Mais pourrait-il être à l'origine d'un renversement fondamental du sens de l'évolution des rapports sino-soviétiques ? Certainement pas.

En fait, quel qu'ait pu être le choix fait par la bureaucratie soviétique face à l'alternative qui se présente à elle devant la multiplication des conflits de frontières avec la Chine, elle ne pourra pas ne pas payer tôt ou tard la note de sa politique passée. Sa crainte d'une guerre contre une coalition de puissances impérialistes incontestablement supérieure, tant sur le plan économique que militaire, la pousse à chercher désespérément des alliés. Sa crainte non moins puissante d'une révolution ouvrière exclut a priori qu'elle cherche un allié dans le camp du prolétariat. Alors, elle tente de s'appuyer sur les forces nationales en particulier des pays du tiers-monde, que leur lutte d'émancipation dresse momentanément contre l'impérialisme. Mais toute l'histoire récente montre la fragilité de ces alliances basées, non sur une identité fondamentale d'intérêts, mais sur leur concordance éphémère. D'un côté l'U.R.S.S. est prête à marchander son audience auprès des forces nationalistes des pays du tiers-monde pour obtenir de l'impérialisme un arrangement, ou du moins le maintien d'un « statu quo ». D'un autre côté, les forces nationales des pays sous-développés sont prêtes à abandonner un allié peu sûr et finalement encombrant contre un minimum de concessions de la part de l'impérialisme.

Ainsi l'impérialisme reste en dernier ressort l'arbitre suprême des relations entre l'U.R.S.S. et ses propres alliés, passés, présents ou futurs, de cet accabit — et la Chine ne fait pas exception à la règle.

La Chine n'a que faire de l'« amitié » de l'Union Soviétique, à supposer même que celle-ci veuille bien à nouveau la lui donner. Sa politique est déterminée par ses intérêts nationaux et non par les intérêts d'une classe internationale, le prolétariat. Or, que peut espérer la Chine de l'U.R.S.S. ? Autrement dit, que peut lui offrir celle-ci pour améliorer les rapports profondément détériorés et éventuellement pour amener un retour de Pékin dans le bloc soviétique ? Pas grand-chose, du moins à l'égard de ce qu'un tel retour pourrait coûter à la Chine.

La Chine peut-elle espérer une aide économique plus grande de la part de l'U.R.S.S. ? Mais la Chine a pu, dix ans durant, mesurer les limites de cette aide, qui, en tout état de cause, ne peut sortir la Chine de l'état de sous-développement dans lequel elle se trouve. Par contre, elle devrait payer cette aide par le fait qu'elle serait certaine de se trouver, en cas de guerre, dans le camp du plus faible. Et, de surcroît, la Chine sait, pour en avoir fait l'expérience, que son allié serait, de toutes manières, prêt à la sacrifier sur l'autel d'un éventuel règlement général garantissant à l'URSS le report momentané de l'inévitable conflit avec l'impérialisme.

Pékin n'a donc nul intérêt à resserrer ses liens avec Moscou. Au contraire, la détérioration des rapports sino-soviétiques ouvre devant la Chine la possibilité d'un renversement des alliances. Elle le conditionne même.

Quand l'impérialisme jugera-t-il bon de transformer cette possibilité en réalité ? Nul ne le sait. Mais en tout état de cause, c'est lui qui reste l'arbitre de la situation. Et le voyage de Kossyguine à Pékin, quelle que puisse être sa portée immédiate — et apparemment elle n'est pas grande — et même si la bureaucratie russe est prête à des concessions bien plus grandes, ne peut pas modifier le sens général d'une évolution qui fait que l'U.R.S.S. est de plus en plus isolée dans le monde, face à l'impérialisme décidé tôt ou tard à lui régler son compte.

AU VIETNAM :

UN DERNIER QUART D'HEURE QUI N'EN FINIT PAS

QUAND les impérialistes se résignent à faire la paix, ils empruntent des voies singulièrement détournées. Et le meilleur chemin qu'ils trouvent, sinon le plus court, est encore de continuer la guerre. Nous nous étions déjà familiarisés avec le procédé en France du temps de l'Algérie où il ne fallut pas moins de quatre ans de pouvoir à de Gaulle pour fignoler la fin de la guerre. Les Américains perfectionnent aujourd'hui le système aux dépens du peuple vietnamien. La sinistre plaisanterie de « la paix à venir » dure déjà depuis le printemps 1968 lorsque l'administration Johnson réorienta sa politique vis-à-vis du Vietnam, en ouvrant des pourparlers à Paris, après la gifle magistrale que l'offensive du Têt infligea à l'armée américaine. Le gros de la corvée revint à Nixon : faire la paix, mais avec les honneurs, ce qui n'est pas sans difficultés quand on ne peut plus prétendre à la victoire sur le terrain.

La semaine passée, la « désescalade » qui n'a décidément pas l'agilité de « l'escalade », a connu des soubresauts lamentables. On respecta grosso-modo la trêve proposée par le F.N.L. après la mort de Ho Chi Minh, tout en laissant entendre qu'on l'ignorait... à moins qu'on l'ignorât en faisant comprendre qu'on la respectait. Une bonne action en entraîne une autre, et après avoir fait reprendre les bombardements de B 52 pendant 12 heures, Nixon donna l'ordre d'en arrêter la sortie. On parla « d'une offensive de Paix » qui finalement se limita modestement à 36 heures, pour apaiser l'émoi des milieux militaires, dit-on. Nixon avait déjà eu de touchantes faiblesses à leur égard en reculant, il y a 3 semaines, le rapatriement du deuxième contingent de 25.000 G.I.'s.

C'est donc probablement pour apaiser ses drames de conscience que le Président a réuni son grand conseil de guerre à Washington, vendredi dernier, sur la question du Vietnam. Toute la brochette des hauts chefs militaires y fut conviée, du général Abrams, commandant en chef des forces américaines au Vietnam, jusqu'au chef de la C.I.A., M. Helms (qui n'est que para-militaire mais combien précieux), plus les conseillers civils habituels du président.

Les militaires sont donc à l'honneur. En 1968 pourtant, on tourna la barre sans leur avis, en se débarrassant sans façons de Westmoreland qui rechignait. Mais un militaire en vaut un autre, et Abrams se fait aujourd'hui aussi vindicatif que son prédécesseur : il s'estime trahi, on lui vole la victoire au moment (comme par hasard) où il « croit la tenir à portée de la main ». Le Commandant du corps d'élite des marines parlant en son nom estime que « la guerre est à son tournant décisif. Le temps, l'arme que l'ennemi a jusqu'à maintenant si utilement exploitée à son profit, commence à jouer contre lui ». Ainsi, le peuple Vietnamien qui se bat depuis 20 ans, n'aurait plus de souffle pour les mois qui restent. C'est ce que les mêmes militaires avançaient déjà juste avant l'offensive générale du Têt en 68 ! Mais l'optimisme est toujours la première qualité de cette armée suréquipée. Aujourd'hui le « Vietcong » est à genoux... et on cède ! Le « Front tient bon », mais c'est « l'arrière qui craque », etc. Ces arguments qu'avancent aujourd'hui les militaires américains, nous les connaissons bien. C'est le « coup de poignard dans le dos » (porté par les civils) de la guerre d'Indochine. Ce sont les « traîtres » de la fin de la guerre d'Algérie. On s'attendrait à plus de compréhension de la part des militaires, puisque « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », mais on n'enseigne aux « moyens » en question que la politique des armes. C'est d'ailleurs leur raison d'être. Et on n'entraîne pas une armée pendant des années à faire régner la paix des cimetières impunément. Quand on est militaire, et particulièrement général et stratège, on n'apprécie guère les finasseries politiques. Quant à faire la guerre, autant la faire totale. Les spéculations « sur le terrain » sont les plus convaincantes, puisque de toutes façons l'invincible armada ne saurait être détruite, si elle n'a pas encore démontré ses capacités à vaincre.

Et Nixon peut se permettre d'écouter maintenant l'avis des militaires, sans forcément en tenir compte d'ailleurs, car il n'est pas exactement prêt d'en finir avec le Vietnam. Il faudra en finir, certes, mais au meilleur compte. Il s'agit aujourd'hui de préparer un Vietnam du Sud neutre où le F.N.L. n'ait pas les moyens de faire passer le Sud dans « l'autre camp ». C'est le seul résultat que le pouvoir démesuré de leurs armes peut encore laisser espérer aux Américains. Faire traîner les choses, ce n'est pas l'envie qui en manque à l'administration Nixon, et elle en donne la preuve depuis un an. Nixon peut donc se donner l'air de subir les pressions de l'armée, montrer à l'opinion publique qu'il n'est pas libre de ses mouvements, et dans une certaine mesure c'est vrai. Mais une chose est irréversible. On a fait miroiter au peuple américain la fin d'un conflit coûteux et absurde. Si les cadres de l'armée veulent éterniser le dernier quart d'heure, les jeunes du contingent ne veulent pas être les tués de la dernière heure. Dans la pratique, Nixon doit manœuvrer, jouer les équilibristes entre l'hystérie militaire et l'impatience des jeunes, des étudiants, des G.I.'s qui ne veulent pas tomber pour une cause perdue, et de ce qu'on appelle l'opinion publique. Voilà comment le « Wall Street Journal » du 14 mars 1969, organe de la Finance qui trouve cette guerre peu rentable et souhaite le règlement du conflit, résumait la politique de Nixon : « On estime que grâce à d'habiles manœuvres, la patience de l'opinion peut aller plus loin, et que la date limite (celle de la résolution du conflit) peut être repoussée ».

La limite de ces manœuvres, un journaliste du New York Times du 20 mars 1969, pourtant peu suspect d'incitation à la révolte, la définissait ainsi : « Même après avoir voté deux fois en quatre ans pour des présidents qui ont promis la paix, les Américains doivent-ils descendre dans la rue pour l'obtenir ? »

Ça serait en effet la meilleure façon d'en finir avec les morts inutiles et d'aider le peuple Vietnamien à obtenir rapidement l'indépendance et la paix pour lesquelles il lutte depuis si longtemps.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers